



Par les luttes sociales et politiques ouvrir une voie vers un changement de société

La dissolution a ouvert une profonde crise politique marquée par les incertitudes et l'instabilité.

La participation prévue bondirait de 47,5% en 2022 à plus de 60%. Cette hausse place en tête dans les sondages l'extrême-droite, 36% pour le RN et le LR (accord noué avec Éric Ciotti) et le "Nouveau Front Populaire" à 30%, le bloc de centre macroniste se situant sous les 20%. Selon l'IPSOS la polarisation entre le "Nouveau Front Populaire" et l'extrême-droite constitue une donnée claire : « *on peut s'attendre pour le second tour à une prédominance des duels RN/NFP.* »

Une majorité absolue ou relative pour l'extrême-droite ou le "Nouveau Front Populaire" ?

Le scénario qui nous est vendu par les *média* est celui d'une majorité pour l'extrême-droite. Il impliquerait que le bloc d'extrême-droite obtienne au moins 289 députés. Le RN a annoncé qu'il ne formerait un gouvernement qu'à condition de disposer d'une telle majorité.

La campagne est marquée ces derniers jours par une offensive médiatique de diabolisation du "Nouveau Front Populaire". Après avoir mis le feu à la maison, Macron veut donner les clés de Matignon à Bardella pour avec lui mieux exercer la violence de classe contre les travailleurs et continuer la politique dictée par le capital

Quelle que soit l'issue du deuxième tour le 7 juillet.

C'est une situation de forte instabilité qui s'annonce avec une conjoncture internationale explosive. Tous les représentants à l'Assemblée Nationale, du Rassemblement national au "Nouveau Front Populaire" en passant par l'"axe républicain", sont sous le dictat politique et économique des détenteurs du capital. Chacun à sa manière assure la défense des intérêts des multinationales.

Le patronat donne sa feuille de route à la future Assemblée nationale pour les intérêts de la classe capitaliste.

Les chefs de file des partis politiques et de coalition ont été auditionnés par les organisations patronales (Medef, CPME...) "*Nous sommes là pour apprécier la solidité, la transparence et la cohérence des programmes et pour les confronter à nos priorités*" annonce Patrick Martin, président du Medef rappelant les besoins de l'entreprise : "*compétitivité, de lisibilité et de stabilité*".

On le devine donc, l'exploitation des travailleurs persistera tant qu'existera le capitalisme.

Qu'est ce que le RN serait en mesure d'imposer de réactionnaire à Macron qu'il ne pourrait faire ou n'a déjà fait ? Avant 2017 et depuis il mène une politique anti sociale à coup de 49.3, de décrets, de violence, loi contre les libertés, l'immigration, licenciements et mise en examens de syndicalistes, responsables d'association, la Nouvelle Calédonie en feu.... La volonté de soumettre les travailleurs à la discipline de l'exploitation est permanente et la répression se renforce. Sans lutte tout s'aggraverait.

Au sein du système impérialiste les capitalistes accélèrent les attaques contre les droits des travailleurs.

Cette dégradation de la situation des travailleurs se développe en lien avec l'accentuation des difficultés et des contradictions internes qui affectent le système capitaliste mondial. L'impérialisme se heurte à des obstacles multiples dans le processus qui vise l'accumulation du capital et l'obtention du profit basé sur la plus-value. La rivalité entre groupes monopolistiques et la concurrence entre puissances impérialistes s'accroissent.

Tous ces facteurs se sont développés avec Macron comme président. La formation d'un gouvernement dirigé par le RN ou le "Nouveau Front Populaire" renforcera l'application de mesures aggravant les conditions de vie des travailleurs et des couches populaires.

Le débat sur TF1 de l'ensemble des composantes l'a montré, elles ont cherché à accentuer la dynamique de vote utile et des blocs. Le pôle d'extrême-droite rétropédale sur ses mesures « sociales » mais garde son fond de commerce de surenchère sur l'immigration, le sécuritaire et le pôle du "Nouveau Front Populaire" donne des gages de « responsabilité » vis-à-vis des institutions et du patronat. Cette politique ne peut que s'aggraver après le 7 juillet et souligne l'urgence de construire une riposte politique, un appel à organiser la résistance populaire et la lutte anticapitaliste sans compromis.

Mettre en œuvre la lutte classe.

La seule perspective du combat de classe c'est un Parti Révolutionnaire Communistes renforcé, un parti de l'avant-garde des travailleurs. En soulignant la nécessité absolue pour sortir du piège qui nous est tendu de se rassembler, de lutter et de renforcer le courant de lutte des classes au plan syndical et politique. Nous poursuivons notre appel à organiser la résistance populaire et la lutte. Sans lutte, rien ne bougera, au contraire.

La lutte politique afin de débarrasser la société du capital est indispensable afin de donner au peuple le pouvoir politique pour diriger dans le sens des intérêts des travailleurs et de la nation.

« Les uns et les autres mèneront la même politique, celle dictée par le patronat et les multinationales dans le but de poursuivre et accentuer les réformes capitalistes. Quelle société voulons-nous ? Continuer en pire la société capitaliste ou bien s'attaquer à ce système qui détruit les hommes, les femmes et la nature, engendre les guerres et la misère. Seule la lutte des classes peut freiner et stopper le capital, c'est le seul outil dont disposent les travailleurs afin d'imposer la satisfaction des revendications ». Ce bulletin de vote est un appel à lutter et à prendre le pouvoir aux multinationales capitalistes. [lien vers le bulletin](#)